

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

Conformément à la réglementation en matière de protection des données, à la convention conclue avec PAConWeb et à l'intérêt légitime du SPW de vouloir informer l'ensemble des agriculteurs wallons qui bénéficient de la PAC, vos coordonnées ne seront utilisées, par la Direction de la Communication en Ressources naturelles, en Environnement et en Agriculture (CREA) du Service public de Wallonie (D'GARNE), qu'en vue de vous envoyer notre magazine 'Les nouvelles de l'Agriculture' et pour réaliser des statistiques anonymes relatives à votre satisfaction du produit ou au profil de nos abonnés. Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing. Ces données de contact seront conservées aussi longtemps que vous n'informez pas nos services de votre

volonté de ne plus figurer dans notre base de données, par mail à [infoportail.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:infoportail.dgarne@spw.wallonie.be) ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département du Développement, CREA, A l'attention de Mme Charlotte Racot, Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR. Aucune de vos données ne sera communiquée à un autre service du SPW ou à des tiers. Vous pouvez également demander à faire rectifier ou effacer vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement aux adresses reprises ci-dessus. Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le Portail de la Wallonie.

Pour toute question relative à la protection des données, le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie, Thomas LEROY, en assurera le suivi par mail à [dpo@spw.wallonie.be](mailto:dpo@spw.wallonie.be) ou par voie postale à l'adresse : SPW, Département des Affaires juridiques, A l'attention du Délégué à la protection des données, Thomas LEROY, Place de la Wallonie, 1 à 5100 JAMBES. Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation par mail à [contact@apd-gha.be](mailto:contact@apd-gha.be) ou par voie postale à l'adresse : Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

## L'AVICULTURE ET LA CUNICULTURE

## L'ŒUF OU LA POULE ?

**Q**uestion sempiternelle à laquelle la Wallonie a décidé de ne pas répondre en optant résolument pour l'œuf et la poule au travers d'un Plan stratégique pour la filière avicole présenté en prélude de la dernière édition de la Foire agricole de Libramont. Un programme décennal qui mobilise 3,2 millions d'euros dans un premier temps avec comme pour objectif une croissance annuelle de l'ordre de 9%.

La Wallonie, au contraire d'autres régions, n'a pas développé une tradition intensive de son secteur avicole. Toutefois, notre région se distingue sur le plan qualitatif : 40% des éleveurs wallons élèvent des volailles de chairs alternatives (BIO, Qualité différenciée,...) pour un pourcentage identique en poules pondeuses bio. Un essor qui s'inscrit dans le temps : de 20.000 poulets de chair de type alternatif au début des années 2000, la Wallonie est passée à aujourd'hui à 3,4 millions d'unités soit 75% de la production belge. Continuons de cultiver cette différence !

Les contraintes actuelles en termes technique, économique, sociétal sont autant de défis à transformer en opportunité. La qualité est le leitmotiv de ce plan qui permettra de consolider une filière qui répond aux exigences gustatives, de traçabilité et de transparence requise par le consommateur. Ce dernier constitue le dernier maillon de la chaîne, à lui de démontrer son engagement et son choix en faveur des produits wallons.

L'exemple du Plan Stratégique BIO, démontre qu'une mobilisation des acteurs autour d'objectifs communs peut engendrer des résultats significatifs. La filière avicole, grâce au plan qui lui est dédié, constitue une fenêtre d'opportunité pour la diversification de nos exploitations avec des outils qui permettront à nos producteurs de doper la valeur ajoutée de leurs matières premières tout en préservant les valeurs de notre agriculture : le lien au sol, la proximité, la qualité et l'innovation.

Bonne lecture,

**René Collin**

Ministre wallon de l'Agriculture

## LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°8 – 2<sup>e</sup> semestre 2018

Les Editions du SPW

Magazine d'information semestriel de l'agriculture  
Édité par le SPW Agriculture  
(DGO3/DGARNE) – DFA  
CREA  
Îlot St Luc  
Chaussée de Louvain 14  
5000 NAMUR  
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur indicative et ne préjuge en rien de l'application des législations en la matière.

Editeur responsable :  
Brieuc Quévy, directeur général

Photos :  
Jean-Louis Wertz.

Conception graphique et édition :  
Twogether

Transposition en langue allemande :  
Irmgard Drese



### POULES, POULETS ET ŒUFS, UNE BELLE DIVERSIFICATION POUR L'AGRICULTEUR WALLON

p. 4-5

### L'AVICULTURE, OU LA CERTITUDE DE RENTRÉES FINANCIÈRES RÉGULIÈRES

p. 6-7

### QUAND LA CUNICULTURE SE CHERCHE UN AVENIR

p. 8

### LE BIO A LE VENT EN POUPE

p. 9

### L'AVENIR DU CANARD GRAS

p. 10

### ENQUÊTE DE SATISFACTION

p. 11

### ARDENNE VOLAILLE A RÉINVENTÉ LE POULET DU DIMANCHE

p. 12-13

### QUAND LES POULES S'EN VONT AUX PRÉS

p. 14-15

### LA SENSIBILITÉ DE L'ANIMAL OFFICIELLEMENT RECONNUE DANS UN CODE

p. 16-17

### BRÈVES

p. 18

### CALENDRIER 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2019

p. 19

n° vert 1718 – [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)



# POULES, POULETS ET ŒUFS, UNE BELLE DIVERSIFICATION POUR L'AGRICULTEUR WALLON

**Soyons de bons comptes... Dans nos régions – pays du Blanc-Bleu, de la betterave et des fermes céréalières – l'aviculture professionnelle est loin d'être largement implantée. Pourtant, toutes proportions gardées, le secteur est plutôt en forme en Wallonie. La production en poulets standards, poulets de tradition, poulets bio et œufs de toutes catégories atteint désormais des records. Un secteur qui se caractérise d'ailleurs par une large diversification tant sur les espèces, que sur les modes de production et sur l'organisation de la commercialisation. Le point.**

**E**n matière de volailles, les producteurs wallons surfent en fait sur la vague de la consommation de viande blanche qui tire la demande vers le haut. Pour autant, ils ne sont pas entrés dans le gigantisme qui touche l'élevage ailleurs dans le monde.

## LA PRODUCTION WALLONNE

La courbe ascendante en matière de production de volaille remonte aux années 90. « Une courbe, précise le Collège des producteurs dans un rapport de septembre dernier<sup>(1)</sup>, qui, d'un point de vue mondial, rejoint désormais le niveau de production de la viande porcine. Cette croissance a été principalement basée sur la sélection génétique, l'optimisation des intrants et la mise en place de liens étroits entre les différents maillons des filières ». Pas étonnant dès lors que le parc de bâtiments d'élevage de poulets de chair et de poules pondeuses soit, dans la plupart des cas, de facture récente. Ils répondent à plusieurs segments de marché. D'une part, la filière standard (170 éleveurs, dont une quarantaine comptant plus de 40 000 volailles), elle représente 84 % de la production wallonne. D'autre part, la filière alternative (16 %), comptant des productions de poulet à qualité différenciée (reconnue au niveau régional ou européen) et, surtout, des poulets biologiques. Ces volailles alternatives représentent 4 % de la production belge mais

sont essentiellement une affaire wallonne. Au vu des démarches incessantes effectuées par les principaux opérateurs actifs en Wallonie pour recruter de nouveaux éleveurs, elles sont par ailleurs promises à un bel avenir.

Quant aux poules pondeuses, elles se répartissent entre les quatre modes d'élevage classique : le bio, le plein air, le sol et la cage enrichie (qui ne représente plus désormais que 43 % du cheptel). On l'a dit, toutes ces spéculations se caractérisent par « un lien au sol important des élevages wallons par rapport aux autres régions. La Wallonie étant un grand producteur de céréales à paille (par exemple le blé) avec également une montée en force du maïs grain, deux céréales de base de l'alimentation des volailles. Cette pratique n'est pas classiquement rencontrée ailleurs ». De quoi rencontrer le projet de nombreux éleveurs qui cherchent aujourd'hui à être encore plus autonomes sur la ferme ou la région, en termes protéiques. On notera à l'attention de ceux qui sont attentifs à l'impact environnemental « que la volaille est également une des espèces qui transforme le mieux les aliments, avec des indices de consommation très bas »

## LA TRANSFORMATION

Produire poules et œufs est une chose. Les écouler est une autre chose. En la matière, le savoir-faire industriel est d'abord flamand. Sur les huit abattoirs



belges d'une capacité supérieure à dix millions de volailles, un seul est situé en Wallonie (l'abattoir Plukon à Mouscron). Et sur les 25 d'une capacité inférieure à dix millions, on ne compte plus que deux wallons : Ardenne-Volaille à Bertrix (lire page 12) et l'abattoir Moulin de la Hunelle à Pipaix. Des projets d'abattoirs de petite et moyenne capacité sont cependant à l'étude. Même segmentation régionale pour la commercialisation des œufs : à une

exception près (Baltus à Aubel), les grands centres d'emballage sont localisés en Flandre. Idem pour les « casseries » (la première valorisation à l'attention du secteur agro-alimentaire) « ce qui, à terme peut être une préoccupation compte tenu de la demande grandissante de l'industrie alimentaire pour les ovoproduits », prévient le Collège des producteurs. Une préoccupation ou, au contraire, le point de départ d'une belle diversification.

## LES CHIFFRES EN 2015

15

En Belgique, la viande de volaille est la deuxième viande la plus consommée après celle du porc (15,06 kg pour la volaille et 22,92 kg pour le porc).

42,5

La baisse légère de la consommation de viande blanche (c'est le secteur qui souffre le moins face aux viandes rouges) est compensée par le déficit de la balance commerciale. En 2015 en Wallonie, nous consommions deux fois plus de poulets et trois fois plus d'œufs que nous en produisons. En effet, plus de 21 millions de poulets sont produits par an et la consommation est estimée à 42,5 millions.

224

Plus de 224 millions d'œufs sont produits par an en Wallonie, avec une consommation évaluée à plus de 600 millions.

300

On compte un peu plus de 300 éleveurs de poulets en Wallonie, dont 175 en poulets standards, 20 en volailles de qualité différenciée, une centaine en bio et une vingtaine en poulets circuit court. Ensemble, ils produisent environ 43 000 tonnes de viande.

(1) Aviculture et cuniculture, plan de développement stratégique 2018-2027



# L'AVICULTURE OU LA CERTITUDE DE RENTRÉES FINANCIÈRES RÉGULIÈRES

Catherine Colot est, au sein du Collège des producteurs, la personne de référence dans les dossiers « aviculture et cuniculture ». À ce titre, elle a piloté, à la demande du Ministre de l'Agriculture, le « plan de développement stratégique du secteur 2018-2027 ». Un pilotage réalisé en concertation étroite avec les différents acteurs du secteur : fournisseurs, producteurs, abattoirs, administrations, représentants de la recherche scientifique... Le plan fait la promesse d'un redéploiement complet de la filière aux quatre coins de Wallonie. Entretien.

## Quels sont les principaux atouts de ce secteur ?

**Catherine Colot :** Ils sont nombreux mais au premier plan il faut citer l'apport de trésorerie. Faire de l'aviculture, c'est avoir la certitude de rentrées financières régulières. En poulet standard, la rotation des lots va de 35 à 41 jours, en bio c'est 70 jours minimum... Et en ce qui concerne les œufs, les ventes ont lieu deux à trois fois par semaine... Cela permet vraiment d'apporter un revenu complémentaire intéressant.

## Du point de vue des parts de marché, quelles sont les perspectives ?

**CC :** La viande de volaille est celle qui se maintient le mieux parmi les choix des consommateurs. De plus, nous consommons deux fois plus de poulet et trois fois plus d'œufs que ce que nous produisons. Par ailleurs, il faut citer les qualités nutritionnelles : la volaille est la viande maigre par excellence. Qui plus est, elle est financièrement très accessible. Quant aux œufs, bien qu'ils aient été décriés pour leur apport en cholestérol, les études démontrent aujourd'hui que leur consommation raisonnable ne pose aucun problème pour la plupart des gens.

## Relevez-vous des faiblesses dans le secteur ?

**CC :** La principale, c'est le manque de données statistiques fiables. D'un modèle à l'autre, on tourne entre 21 et 26 millions de têtes. Obtenir une vision claire du secteur est la première action à mener si on veut piloter correctement le développement de la filière.

## Parlons un peu de son image...

**CC :** Elle n'a, de fait, pas toujours été positive : l'intégration verticale, les élevages intensifs et la diffusion de certaines images nuisent au secteur. Il faut bien préciser que tout cela diffère d'un circuit à l'autre. Bien préciser aussi que certaines choses appartiennent au passé et qu'il faut le faire savoir.

## Comment ?

**CC :** Par des campagnes de communication intensive. C'est un secteur en développement mais il manque vraiment de soutien, de promotion, de projets de recherche... Souvent, l'encadrement privé (couvloirs, fournisseurs d'aliments, abattoirs...) est très efficace mais on a aussi besoin de moyens publics, notamment pour assurer la visibilité des produits wallons. C'est la raison pour laquelle nous proposons que les pouvoirs publics doublent les cotisations au fonds de promotion alimenté par les professionnels. L'idée est évidemment de cibler les productions différenciées même si nous viserons tous les modèles de production. La part des premiers prix reste importante sur ce marché mais il est clair qu'une des forces de la Wallonie réside dans le développement de produits plus qualitatifs.

« LA VOLAILLE  
EST LA VIANDE  
MAIGRE PAR  
EXCELLENCE »

## Pourquoi plaider précisément aujourd'hui pour ce plan de déploiement ?

**CC :** Parce que le Ministre et l'Administration ont conscience que l'aviculture et la cuniculture sont des sources de diversification. L'idée n'est pas d'en faire une spéculation à titre principal mais plutôt de l'envisager comme un complément de revenus dans un fort lien au sol : un éleveur peut aujourd'hui intégrer 30 à 40 % de froment issu de sa propre production dans les rations d'un poulet de chair. Et on cherche à faire la même chose pour l'alimentation des pondeuses.

## Quels objectifs à terme ?

**CC :** Ils sont de deux ordres. D'abord, on veut renforcer la valeur ajoutée post-production : d'un côté, les entreprises régionales de l'agro-alimentaire ont besoin d'œufs cassés issus de producteurs locaux, de l'autre les éleveurs ont tout intérêt à vendre une partie de leurs œufs sur le marché local. À côté des grandes « casseries » situées en Flandre, il faut développer des outils de petite taille adaptés aux besoins de l'économie régionale. C'est la même chose pour les abattoirs. Les trois unités de Mouscron, de Pipaix et de Bertrix ne suffiront pas à absorber une demande en hausse. Il faut développer entre trois et cinq petites ou moyennes structures dans les dix ans. Deux projets sont déjà en cours à Grâce-Hollogne et à Floreffe.

## Ça c'est pour la valeur ajoutée mais en termes de production ?

**CC :** L'objectif général du plan « Horizon 2027 » est d'augmenter le taux d'auto-alimentation du secteur au travers d'une croissance de la production entre 7 et 9 % par an. Ce développement se matérialiserait par une cible de 40 nouveaux poulaillers par an dont près de 90 % en productions alternatives.

## Cela se fera-t-il tout seul ?

**CC :** Certainement pas. Il n'y a pas de développement de la filière possible sans un accompagnement en recherche (pour lutter contre le campylobactère par exemple), en promotion, en soutien technique et économique... Sans non plus un soutien à l'investissement dans le cadre des aides « Adisa » actuelles et de la future PAC européenne. Ce plan ne sera efficace que s'il est intégré en concertation avec tous les acteurs de la filière.



# QUAND LA CUNICULTURE SE CHERCHE UN AVENIR



**Mis sous pression par les associations défendant le bien-être animal, l'élevage du lapin s'est profondément métamorphosé ces dernières années. La Belgique et la Wallonie sont citées en exemple mais la concurrence de pays moins exigeants déforce nos producteurs.**

**A** première vue, l'élevage du lapin pourrait être accessible à tous les professionnels sérieux. Il 'suffit' de deux bâtiments proches équipés de logements dits 'bivalents' parce qu'ils servent à la fois de lieu de maternité et d'engraissement. Pour faire simple, au moment du sevrage, les lapereaux restent dans leur espace de naissance pour y être engraisés tandis que leurs mères rejoignent le bâtiment voisin – préalablement désinfecté – pour concevoir et mettre au monde une nouvelle portée. On recommence ensuite dans le sens inverse. Ça, c'est pour la théorie. En pratique pourtant, la situation belge est un peu plus compliquée... C'est que, dès 2009, sous la pression des organisations militant pour le bien-être animal, le secteur a réfléchi à sa mutation. Une mutation inscrite dans une législation évoluant sur une décennie, de 2014 à 2025. Objectif : faire disparaître progressivement l'élevage en

cages basiques au profit d'abord d'un élevage en cages enrichies bivalentes (engraissement et maternité), au profit ensuite de parcs enrichis bivalents sur caillebotis plastique, avec mezzanine... C'est en tout cas le vœu pour 2025. « Mais, souligne **Michel Jacquet**, spécialiste avicole et cunicole pour l'Association wallonne de l'élevage, il est prévu que la législation évolue également avec les connaissances scientifiques. Or, par exemple, le caillebotis n'est pas la solution idéale du point de vue de la prévention des maladies. La Belgique est regardée par les autres pays européens comme une nation pionnière sur ces questions mais en laissant planer des incertitudes sur l'évolution législative, cela correspond à mettre en place un quasi-moratoire sur de nouveaux élevages. On espère qu'après les prochaines échéances de 2021 et 2025 on y verra plus clair ». Le secteur aspire aussi à un alignement des législations au niveau européen : notre marché subit

en effet de plein fouet la concurrence de pays étrangers produisant à moindre coût en raison d'exigences bien plus faibles pour le bien-être animal.

En attendant, l'Association wallonne de l'élevage espère la relance d'un secteur qui ne demande que cela : avec vingt producteurs importants – on ne parle pas ici d'élevage amateur – et 15 000 mères, la production belge plafonne à 750 000 lapins de boucherie par an. Soit largement en-dessous des besoins du marché. Les spécialistes notent également une stabilité dans la demande : « Le Belge achète actuellement un peu plus de deux fois par an ce type de viande mais la particularité de cette production s'observe par une consommation plus élevée chez les personnes plus âgées (75 % du volume est acheté par les plus de 50 ans) », relève le Collège des producteurs dans son étude récente sur le secteur avicole et cunicole.



## LE BIO A LE VENT EN POUPE

**Une croissance exceptionnelle, particulièrement en ce qui concerne la production d'œufs ! À l'heure des changements de comportement des consommateurs – en tout cas d'une partie des consommateurs car il serait vain d'oublier que l'essentiel des achats se poursuivent en conventionnel –, la production 'bio' dans la filière avicole a le vent en poupe en Wallonie. Au point que les spécialistes du secteur y voient une vraie filière d'avenir tout en se montrant prudents sur la capacité du marché à assumer à l'avenir les hausses de production. Le point à travers les données livrées par Biowallonie.**

### UN VRAI BOUM

Biowallonie a mené, tout récemment, une vaste enquête dans le secteur. La filière « poules pondeuses bio » connaît un véritable boom depuis 2010, constate l'asbl. On comptait en mai 2018... un peu plus de 220 000 poules pondeuses sous statut bio. Soit près de 187 000 têtes de plus que huit ans plus tôt ! « Face à ce constat, des inquiétudes émergent sur l'avenir de la filière et le risque de surproduction d'œufs, peut-on lire dans l'enquête... Même si les œufs bio ont la part de marché la plus élevée (14,5 % contre 3,4 % pour l'ensemble des produits bio en Belgique et 20,4 % contre 4,2 % en Wallonie), la croissance rapide de cette production rend toutefois impossible toute prédiction définitive quant à l'évolution de l'offre et de la demande ».

### LA STRUCTURE DU SECTEUR

L'enquête exclut les producteurs possédant moins de 75 poules pondeuses (on estime qu'en dessous de ce seuil, la production est destinée à une consommation personnelle ou à la vente directe à la ferme et qu'un véritable revenu ne peut être dégagé en-deçà de 75 poules). L'ensemble des 220 000 poules

pondeuses se concentrent dans environ 35 exploitations, réparties fifty-fifty entre éleveurs moyens (moins de 6 000 têtes) et gros éleveurs (jusqu'à 39 000 poules). Dans la majorité des cas, la filière 'poules pondeuses' constitue un complément de revenus (les œufs s'ajoutent à d'autres spéculations et constituent près de la moitié des revenus pour 40 % des éleveurs).

### LE POULET DE CHAIR

Ici aussi, l'expansion se poursuit mais de manière plus linéaire que pour les poules pondeuses. Le nombre de poulets bio mis sur le marché a progressé de 23 % entre 2016 et 2017, il a doublé depuis 2011 et quintuplé depuis le début des années 2000 pour atteindre aujourd'hui près de 2 500 000 têtes vendues ! Le secteur compte en outre de nombreux artisans. Ceux-ci travaillent parfois pour de grands donneurs d'ordres organisés en filière intégrée (For Farmers Hendrix/Coprobél, Belki...) ou des abattoirs (Plukon à Mouscron, Ardenne Volaille à Bertrix, Le Moulin de la Hunelle à Pipaix et, à partir de l'été 2019, Paysans et Artisans à Floreffe).

Rarement une production animale aura été aussi clivante. D'un côté, il y a ces millions de consommateurs pour qui la perspective des fêtes de fin d'année rime nécessairement avec dégustation de foie gras. De l'autre, il y a le lobby de la protection animale pour qui l'interdiction du gavage des canards est devenue un combat quotidien. Entre les deux, les producteurs qui tentent de contenter les premiers tout en ménageant – sans vraiment y parvenir – la sensibilité des seconds.



# L'AVENIR DU CANARD GRAS

Cette situation explique probablement la timidité du secteur dans un pays qui est, comme pour beaucoup de spéculations avicoles, largement importateur. En Wallonie, en 2015, les « canards à foie gras » représentent environ 25 000 animaux, produisant ensemble quelque 12 tonnes de foie gras. On notera que la plupart des exploitations belges sont situées en Wallonie (huit producteurs) et travaillent en circuits courts. En regardant de près ces données, on est loin, très loin, de couvrir le marché potentiel : avec 90 grammes de foie gras par habitant et par an, le Belge est – après son voisin français – le deuxième consommateur au monde. Pour satisfaire les besoins de leurs clients, les transformateurs et la grande distribution importent donc 1 285 tonnes de foie gras cru et 717 tonnes de préparations à base de foie gras. « La Belgique pourrait donc produire au moins 1 200 tonnes pour être autosuffisante. La demande de clients étrangers, notamment japonais est également une réalité », analyse le Collège des producteurs dans son plan de développement stratégique 2018-2027 de la filière Aviculture-Cuniculture.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, retient d'autres professionnels de se jeter à l'eau ? La pression des associations de protection de la cause animale est une partie de l'explication. Le

cadre légal très strict (interdiction des cages individuelles, production en circuit court, formation obligatoire des éleveurs-gaveurs...) ne suffit manifestement pas à rassurer.

Les spécificités du marché en sont une autre : forte dépendance pour l'approvisionnement en canetons et coûts de production élevés réduisent les marges. Pour autant, le Collège des producteurs ne baisse pas les bras et recommande de s'emparer de la valeur ajoutée que pourrait apporter la filière : « L'estimation du bonus en chiffre d'affaires que pourrait espérer la Wallonie par une relocalisation de la production s'élève à environ 53 millions d'euros, rien que pour le foie gras cru. Si l'on fait l'hypothèse de reprendre 10 % de ce volume importé, une dizaine d'exploitations supplémentaires pourraient être créées ». À une condition toutefois : obtenir des pouvoirs publics un soutien sous forme de protection du métier, d'encadrement technique et vétérinaire.

## TRANSPARENCE AVANT TOUT

L'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (Apaq-W) se préoccupe évidemment de mettre en valeur le savoir-faire de ses artisans. « L'important pour les producteurs wallons, explique-t-elle, est de pouvoir remettre en lumière les spécificités de la production wallonne, artisanale, familiale, très contrôlée et si loin des clichés souvent présentés ». À cet égard, l'agence parie avant tout sur la transparence : « des portraits d'éleveurs présentant toutes les facettes de leur production sont diffusés via les réseaux sociaux et ils sont également nombreux à participer aux journées fermes ouvertes organisées par l'Apaq-W ».



## QUESTIONNAIRE NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

Nous souhaitons connaître votre avis sur ce magazine !

À gagner : un panier garni pour les 10 personnes qui se rapprocheront le plus de la réponse à la question subsidiaire. Il y en a 10 en jeu ! Gain de temps ? Vous pouvez également remplir ce questionnaire en ligne à l'adresse suivante : [agriculture.wallonie.be/votreavis](http://agriculture.wallonie.be/votreavis)

Nom : .....

Prénom : .....

Téléphone : .....

En répondant à cette enquête, j'autorise le SPW Agriculture à diffuser mon nom dans le prochain numéro des Nouvelles de l'Agriculture si je suis l'un des gagnants des 10 paniers garnis.

### 1 ÊTES-VOUS...

- ☐ Agriculteur  
☐ Chercheur  
☐ Structure accompagnante  
☐ Fonctionnaire  
☐ Enseignant  
☐ Autre : (précisez) .....

### 2 LISEZ-VOUS LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE ?

- ☐ Oui ☐ Non ☐ Pas entièrement

### 3 ÊTES-VOUS SATISFAIT DU CONTENU DE CE MAGAZINE ?

- ☐ Oui ☐ Non

### 4 ÊTES-VOUS SATISFAIT DU FORMAT DE CE MAGAZINE ?

- ☐ Oui ☐ Non

### 5 ÊTES-VOUS SATISFAIT DE LA PÉRIODICITÉ DE CE MAGAZINE (SEMESTRIEL) ?

- ☐ Oui ☐ Non

### 6 QUELS SUJETS SOUHAITEZ-VOUS VOIR ABORDER DANS CE MAGAZINE ?

- ☐ Nouvelles réglementations agricoles  
☐ Démarches  
☐ Expériences pratiques et témoignages  
☐ Dossiers thématiques  
☐ Environnement  
☐ Recherche et Développement  
☐ Autre : (précisez) .....

### 7 TROUVEZ-VOUS QUE CE MAGAZINE APORTE UNE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE À LA PRESSE AGRICOLE TRADITIONNELLE DE TYPE SILLON BELGE ET PLEINCHAMP ?

- ☐ Oui ☐ Non

### 8 CONNAISSEZ-VOUS LE PORTAIL DE L'AGRICULTURE WALLONNE AGRICULTURE.WALLONIE.BE ?

- ☐ Oui ☐ Non

Si oui, êtes-vous satisfait de l'information disponible sur ce portail ?

- ☐ Oui ☐ Non

### 9 IDENTIFIEZ-VOUS LE SPW AGRICULTURE COMME UN INTERLOCUTEUR INCONTOURNABLE DANS TOUTES VOS DÉMARCHES CONCERNANT L'AGRICULTURE ?

- ☐ Oui ☐ Non

Si votre réponse est non, pouvez-vous nous indiquer pourquoi ?

### 10 AVEZ-VOUS DES SUGGESTIONS À NOUS PROPOSER CONCERNANT CE MAGAZINE ?

Précisez : .....

Question subsidiaire pour gagner un des dix paniers garnis mis en jeu :

COMBIEN DE FORMULAIRES (PAPIER ET EN LIGNE) RECEVRONS-NOUS JUSQUE 31/01/2019 À MINUIT ?

Si vous n'avez pas rempli le questionnaire en ligne, merci de renvoyer ce formulaire complété pour le 31/01/2019 au plus tard à l'adresse suivante : SPW Agriculture – DFA – À l'attention de Mme Charlotte RACOT – Chaussée de Louvain, 14 – 5000 NAMUR



# ARDENNE VOLAILLE A RÉINVENTÉ LE POULET DU DIMANCHE

« Val Dieu », « Élevage du Moulin », « Poulet de Bastogne », « Crêtes d'Ardenne »... Les volailles qui se cachent derrière ces marques, et bien d'autres, ont un discret point commun : Wenkin.

**W**enkin, c'est le nom des pères fondateurs de l'abattoir « Ardenne volaille » à Bertrix : Francis et Jean-Claude Wenkin. Ils ont de l'Ardenne le langage franc et la ténacité. Et un petit goût d'entreprendre qui leur a permis, en quelques années, de développer un outil modèle au service de la production de volailles de qualité différenciée.

Tout avait pourtant commencé les pieds bien ancrés dans la terre de la ferme familiale d'Assenois. Au moment de reprendre l'exploitation, fin des années 80, ils décident de tenter une diversification encore rare à l'époque. Adieu veaux, vaches, cochons... Bonjour lapins et volailles. D'éleveurs de poulets, ils deviennent rapidement abatteurs, ouvrant un premier outil à deux pas de l'exploitation. L'envol viendra au début

des années 2000 lorsqu'une chaîne de supermarchés leur confie la production et le conditionnement de volailles de qualité sous le label Val Dieu. Pour répondre à la demande, ils font appel à une quinzaine de sous-traitants en Luxembourg et dans les provinces voisines.

Rapidement pourtant, le premier outil d'abattage s'avère sous-dimensionné face à une demande sans cesse croissante. Les Wenkin dessinent alors le projet de leur vie : un abattoir flambant neuf, de grande capacité, sur le zoning industriel de Bertrix. Ouverture des portes mi-2010. Depuis, la success story ne cesse de se confirmer : dix emplois et 8 000 poulets par semaine en 2010, trente emplois et 17 000 poulets par semaine fin 2011... Aujourd'hui, c'est 52 000 abattages par semaine et 120

emplois, y compris une série de transporteurs qui livrent aux quatre coins du pays. Le tout soutenu par une filière regroupant une trentaine d'éleveurs. Tous travaillent dans le respect de cahiers de charges exigeant notamment lumière naturelle, parcours extérieurs, alimentation exclusivement végétale... Sous l'impulsion de Francis Wenkin – désormais seul aux commandes depuis que son frère Jean-Claude s'est reconcentré sur l'élevage – l'abattoir joue à fond la carte de la diversification. À l'heure où le 'poulet rôti du dimanche' a de moins en moins la cote dans les chaumières du royaume, il fallait réinventer le contenu du panier de la ménagère. Les poulets de qualité se déclinent donc désormais également en hamburgers, chipolatas, dés de volaille, pains de viande, brochettes, viande pour pita, cordons bleus, cuisses désossées et farcies. Plus récemment,

grâce à la reprise du négociant « Poulet d'Ardenne » à Bastogne, Ardenne Volaille a élargi son catalogue de viandes fraîches (dindes, canards, pintades...) et de plats préparés. De quoi fournir aisément boucheries, restaurants, traiteurs, magasins franchisés et collectivités.

L'avenir ? « Nous sommes toujours en phase de développement et poursuivons de nouveaux projets avec des agriculteurs, confie Francis Wenkin. Nous espérons atteindre rapidement la production et la valorisation de 75 000 poulets par semaine ».

Au niveau de l'abattoir, de nouveaux investissements sont prévus en 2019 : la construction d'un nouveau hall de 2 000 m² destiné à développer un outil ultra moderne pour la préparation de commandes.

## POULAILLERS MODÈLES

Un caprice de gamin, un rêve d'ancien éleveur devenu abatteur, le besoin de renouer le contact avec le terrain... Depuis quelques semaines, Francis Wenkin veille sur quatre poulaillers « personnels », quatre outils modèles en fait, construits dans la campagne bertrigeoise à une paire de kilomètres de l'abattoir. Originalité de l'opération : grâce à une série de panneaux photovoltaïques, ils fonctionnent en autonomie énergétique. De quoi produire 40 000 poulets par lot, soit sous l'étiquette « tradition » (finis à la graine de lin) ou sous l'étiquette « maïs » (finis au maïs). De quoi aussi offrir une vitrine aux consommateurs qui exigent désormais que transparence et respect du bien-être animal alimentent des gages de qualité. « J'avais envie de revenir aux sources, explique le patron de l'entreprise, j'en ai profité pour en faire une carte de visite d'Ardenne Volaille. J'ai privilégié tout ce qui était possible en termes de nouvelles technologies, de bien-être animal et de respect de l'environnement : éclairage naturel, parcours extérieurs avec plantation d'arbres fruitiers, compostage des fientes et autonomie totale du point de vue énergétique grâce à une combinaison de panneaux photovoltaïques, éolienne et batteries de stockage ».



# QUAND LES POULES S'EN VONT AUX PRÉS



Sur les hauteurs de Sprimont se balade chaque semaine un drôle de « mobile home »... peuplé de 220 poules rousses. À l'heure du gigantisme, même en bio, Daniel et Suzanne Collienue ont trouvé le moyen de produire des œufs dans le plus grand respect du bien-être animal et de l'environnement.

« Si les poules sont en meilleure santé, elles nous le rendent bien, tant en quantité qu'en qualité ». Quelques mots choisis et tout est dit. Daniel et Suzanne Collienue, producteurs bio à Sprimont, ont le sens de la formule. Et surtout le sens du respect de la terre. Et de ceux qu'elle permet de nourrir : les animaux. Leurs valeurs tiennent sur trois grands principes. D'abord, « prendre le temps de mûrir leurs projets », « ensuite privilégier l'autonomie alimentaire », et enfin « ne pas élever les animaux pour les manger mais pour leurs productions premières ».

Jusqu'à se lancer dans une ferme laitière bio au départ de rien... Après avoir travaillé dans l'exploitation familiale avec les parents et le frère de Daniel, Daniel et Suzanne Collienue acquièrent leur autonomie décisionnelle au moment du départ à la retraite des parents en 1997. « Nous nous sommes installés dans « la Fagne » de Sprimont, de l'autre côté de la E25 qui coupait l'exploitation en deux, raconte Daniel. Papa m'a dit : c'est peine perdue, on n'a jamais cultivé à cet endroit... mais j'y suis arrivé ». C'est là qu'il produit, sur une cinquantaine d'hectares, des céréales associées : « triticale/avoine/pois » ou « orge/pois » ou encore « épeautre/avoine/pois ». De quoi assurer l'autonomie alimentaire d'un cheptel de 50 vaches laitières. De quoi aussi dégager un surplus qu'il met à disposition de producteurs bio voisins. « Ma devise, complète-t-il, c'est respect, audace, partage... Je partage mes résultats techniques, les surplus de céréales, le témoignage de mes expériences... Chez nous, c'est 'ferme ouverte' toute l'année mais... mieux vaut prendre rendez-vous. Et puis, il y a l'audace : on l'a eue au début en se lançant dans la culture bio de céréales associées alors que ce n'était en rien une tradition familiale et locale ».

## COMMENT ÇA MARCHE ?

Le poulailler mobile abrite 220 « coquettes » toute l'année. L'outil leur sert à la fois de logement nocturne, d'espace d'exercice abrité et de pondoir. Le principe c'est de déplacer cette grande remorque joliment floquée au gré de la capacité de la petite troupe à faire un sort aux quelques dizaines d'ares d'herbes qui leur sont régulièrement attribués : « on installe un filet électrifié (via des panneaux photovoltaïques) et, en fonction des saisons, on change d'endroit tous les 7 à 10 jours. En fait, on change avant que l'entrée ne commence à être souillée, c'est une question d'hygiène : ainsi les poules ne marchent pas longtemps dans leurs déjections ou dans la boue », détaille le propriétaire. Il suffit d'attendre la nuit, que les poules soient rentrées au bercail, que les portes se soient fermées (automatiquement en fonction de la lumière diurne) pour atteler le poulailler au tracteur et entamer une petite migration sur la propriété. Question d'hygiène aussi, les poules pondent dans une litière en bourse d'épeautre, bien plus saine et confortable qu'un pondoir traditionnel.

[www.coquettesauxpres.be](http://www.coquettesauxpres.be)

Ils auraient pu s'arrêter là en matière d'audace mais, en 2017, Daniel et Suzanne Collienue ont eu envie de poules... Bio bien entendu. Alors que la mode est aux installations géantes, même dans ce secteur, ils cherchent une alternative, en lien avec leur vision du respect. C'est sur le site internet d'une entreprise allemande qu'ils découvrent le « poulailler mobile ». Il ne faut pas longtemps pour comprendre qu'emmenner ses poules au champ, que les changer chaque semaine de pâturage, que leur offrir un nid douillet... participe largement au bien-être animal.

Un premier outil est adopté en novembre 2017. En second en juin 2018. Seule ombre au tableau : le coût. Compter 140 euros d'investissement par volatile, soit le double d'une infrastructure traditionnelle... heureusement compensé par la vente de la production, en circuit court, avec une agrégation « prix juste », à un tarif sensiblement plus élevé : 40 centimes l'œuf alors que les grossistes proposent de l'œuf bio classique à 25 centimes.

« Ce fut une vraie (re)découverte... nous n'avions plus vu une poule depuis 40 ans. Ramasser les œufs chaque jour, voir les poules s'épanouir sur un pâturage toujours vert... quel plaisir ». Le plaisir aussi de toujours chercher à améliorer le bien-être animal : « Notre préoccupation du moment c'est de trouver une technique pour gérer la « mue des poules ». La « mue » c'est ce moment où le volatile cesse de pondre quelques semaines. Ailleurs, on en profite pour lui montrer la direction du pot-au-feu... » Daniel Collienue, lui, voudrait simplement permettre à ses pondeuses de se reposer quelques temps avant de recommencer à travailler. Toujours dans ce même esprit : ne pas élever les animaux pour les manger mais d'abord pour leur production première.



# LA SENSIBILITÉ DE L'ANIMAL OFFICIELLEMENT RECONNUE DANS UN CODE

L'animal est un être sensible... L'affirmation peut sembler couler de source mais un coup d'œil dans le passé suffit à démontrer combien l'être humain n'a pas toujours compris cette sensibilité. Pas étonnant dès lors que le nouveau « Code wallon du bien-être animal » édicte dans son article 1<sup>er</sup> que « l'animal est un être sensible, c'est-à-dire un être doué de sensation, d'émotion et d'un certain niveau de conscience ». Un code qui change certaines règles pour les professionnels de l'élevage. Explications.



En préambule, il est important de rappeler que le bien-être animal repose sur cinq principes de base : éviter la soif, la faim et la malnutrition, assurer un confort approprié, éviter les situations de peur et de stress, permettre à l'animal d'exprimer ses comportements naturels et le préserver de douleurs, blessures et maladies. Ces cinq principes régissent les contrôles, depuis l'élevage jusqu'à l'abattoir. Ils inspirent aussi les multiples législations en vigueur.

Le bien-être animal est avant tout régi par une loi fédérale de 1986 et par des directives européennes transposées dans le droit belge. Elles traitent notamment du transport, de l'abattage, de la protection des veaux, de l'élevage porcin, de la protection des animaux dans les élevages, des normes pour l'élevage de volaille et pour les poules pondeuses.

Depuis peu, suite à la réforme de l'Etat de 2014, cette matière est régionalisée. La Wallonie en a donc profité pour mettre au point sa propre législation, « ce fameux nouveau code du bien-être animal qui va remplacer la loi de 1986 et qui constituera la colonne vertébrale de tout le travail administratif », explique **Bruno Cardinal**, Attaché à la direction de la Qualité et du Bien-être animal. Cette cellule a été spécifiquement intégrée dans l'organigramme du SPW pour appliquer la législation sous ses aspects normatifs. Précisons d'emblée qu'en ce qui concerne les contrôles, une cellule spécifique a été mise en place au sein du département de la Police et des Contrôles. Signalons qu'en ce qui concerne les animaux de ferme, l'Afsca (organisme fédéral) reste, par convention avec les régions, chargée de vérifier l'application des règles en vigueur.

Impossible de résumer en deux pages le nouveau texte wallon comportant douze chapitres et 109 articles... Contentons-nous ici de pointer ce qui intéressera l'éleveur wallon.



ils seront proscrits du territoire à partir de 2028. Les cages restent autorisées jusqu'à l'échéance du permis si il a été délivré avant l'entrée en vigueur du Code (1<sup>er</sup> janvier 2019).

## MALTRAITANCE

Autant être clair, la maltraitance envers les animaux est désormais sévèrement punie. On pense ici aux actes qui auraient pour conséquence de faire périr sans nécessité un animal ou de lui causer sans nécessité des lésions, mutilations, douleurs ou souffrances. On pense aussi aux actes qui incitent à la violence entre les animaux ou tout simplement à la détention d'un animal en dépit d'un retrait de permis. Amendes judiciaires, administratives et peines de prison attendent les contrevenants.

## LES PRATIQUES INTERDITES

Le code formule une série d'interdictions comme imposer à un animal un travail dépassant ses capacités naturelles, teindre ou colorer un animal, décerner des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours et autres loteries, collecter des poils ou des plumes sur des animaux vivants... Sont également interdites toutes interventions douloureuses sans anesthésie (castration des porcs ou des veaux, équeutage, écornage...). De plus, dans tous les cas, il est interdit de faire participer ou d'admettre à des expositions ou concours un équidé ou un chien ayant subi une amputation de la queue ou des oreilles.

## TRANSPORT ET INTRODUCTION D'ANIMAUX SUR LE TERRITOIRE WALLON

Il est interdit de transporter ou de faire transporter des animaux dans des conditions telles qu'ils risquent d'être blessés ou de subir des souffrances. La durée du transport ne peut en principe excéder huit heures lorsque sa destination est un abattoir. Toutefois, conformément au droit européen, cette durée peut être prolongée à certaines conditions strictes qui seront fixées ultérieurement par le Gouvernement wallon.

## LA DÉTENTION D'ANIMAUX

Un permis est désormais nécessaire pour toute détention d'animaux. Pas de panique toutefois, chaque Wallon en est titulaire par défaut et sans formalité, sauf s'il lui est retiré par une décision administrative ou judiciaire. L'avantage de cette disposition est donc de pouvoir empêcher la détention d'animaux par toute personne reconnue pour des faits de maltraitance animale. Une base de données recensera les personnes interdites de détention.

Pour ce qui concerne les animaux détenus à des fins de production agricole au sein de l'établissement, le permis d'environnement délivré ou la déclaration effectuée conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement vaut permis de détention.

Autre élément qui intéressera directement les aviculteurs : l'installation ou la mise en service de cages pour l'élevage de poules pondeuses est désormais interdite en Wallonie. Plus aucun permis ne sera accordé pour ce type d'élevage. De plus,

## DE LA MISE À MORT D'ANIMAUX

Les présentes dispositions font écho aux récents scandales liés à certains abattoirs. Ainsi, il est clair qu'un animal ne peut être mis à mort que par une personne ayant les connaissances et les capacités requises, et suivant la méthode la plus sélective, la plus rapide et la moins douloureuse pour l'animal. Cette mise à mort ne peut se faire qu'après anesthésie ou étourdissement et ce même pour des mises à mort

liées à des rites religieux à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019. Pour s'assurer du respect des normes, tout abattoir installé en Wallonie devra disposer d'une installation de vidéosurveillance destinée à vérifier le respect du bien-être animal. Nouveauté intéressante : le Gouvernement peut autoriser l'abattage d'animaux sur leur lieu d'élevage (tir au pré).



## BRÈVES

## LE FRUIT DE LA VIGNE

Année record pour les vignobles wallons : avec une production potentielle de 1,32 million de flacons le vin 'made in Belgium' a véritablement la cote. Les conditions météo particulièrement favorables couplées à une hausse des surfaces en production – on flirte aujourd'hui avec les 150 hectares – sont à l'origine de ces données historiques.

Le journal *L'Echo* rapportait le 10 novembre dernier le satisfecit de Pierre Rion, président de l'Association des vignerons de Wallonie, selon qui « la qualité du vin produit est au sommet, tant au niveau du sucre que de l'acidité ». Seul bémol dans l'affaire, le gain de productivité place les rendements – plus de 60 hectolitres par hectare en moyenne – au-dessus des normes fixées par décret pour bénéficier de certaines appellations. Eu égard à la qualité sans faille, une dérogation en la matière a été sollicitée auprès du Ministre de l'Agriculture.

© Nacho Dominguez Armenta on Unsplash



## LES « TOURNAI AGRIDAYS »

Dans le monde des foires agricoles, les « Tournai Agridays » se présentent désormais comme le numéro deux du secteur (loin) derrière la foire agricole de Libramont. Elle a vu le jour en 1991 sous l'impulsion de la ville de Tournai, de la province du Hainaut et de l'A.P.E.B.D. du Hainaut. Objectif : promouvoir l'élevage bovin et l'agriculture dans ce qui est – on l'oublie trop souvent – la première province agricole de Wallonie. Sur le terrain c'est l'ASBL « Les Journées Internationales de l'Élevage et de l'Agriculture de Tournai » qui, tous les 2 ans le premier week-end de février, prend en charge l'organisation.

Alors qu'à l'origine la manifestation était essentiellement orientée vers le secteur bovin, elle est désormais ouverte à tous les secteurs. Public cible : les professionnels de l'agriculture bien entendu mais également le grand public. Les uns s'intéresseront aux expositions de matériel agricole et d'élevage, les autres au grand marché des produits fermiers, aux concours de Blancs Bleus et de chevaux de trait ou au grand spectacle équestre qui clôture traditionnellement la foire. « Située au carrefour des grandes voies de communication entre les Pays-Bas, les deux Flandres et les Hauts-de-France, Tournai appelle un public qui déborde les frontières du Hainaut, ce qui confère à la manifestation un caractère international », expliquent les organisateurs.

**Prochains « Tournai Agridays » les 2 et 3 février 2019.**  
[www.tournaiagridays.be](http://www.tournaiagridays.be)



## UN LABEL QUI CARACTÉRISE LA QUALITÉ DES RELATIONS COMMERCIALES

Et si, plutôt que de courir les (pseudos) promos en tout genre, le consommateur décidait de payer le prix juste ? C'est possible désormais grâce au label « Prix juste producteur » soutenu par l'ASBL SOCOPRO. Ce label « Prix Juste Producteur » est une nouvelle façon d'identifier des produits et des marques qui rémunèrent à leur juste valeur le professionnel qui les propose au consommateur.

Il est basé sur un référentiel simple composé de 15 critères regroupés en 4 axes : groupes de producteurs, respects des coûts de production, transparence/durée des engagements et indépendance des producteurs.

Le label ne caractérise pas la valeur absolue du prix payé au producteur mais bien la qualité des relations commerciales qui lient le producteur à son premier acheteur. « Les produits certifiés garantissent que les relations commerciales entre les agriculteurs (y compris les associations d'agriculteurs), et leurs premiers acheteurs confèrent aux producteurs suffisamment de pouvoir de négociation et considèrent les coûts de production, tout en favorisant les performances sociales et environnementales de l'agriculture », expliquent ses promoteurs.

Le système de certification est géré par l'ASBL SOCOPRO (Service opérationnel du Collège des producteurs) afin de rendre le service peu coûteux pour les producteurs. Cependant, en vue de garantir l'impartialité et le professionnalisme de la certification, l'ASBL SOCOPRO est contrôlée par un organisme indépendant.

[prixjuste.be](http://prixjuste.be)



Plus d'actualités et d'événements sur  
[agriculture.wallonie.be](http://agriculture.wallonie.be)



OBJET	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Labour des prairies permanentes		> 01			Date de fin d'autorisation : 31/05	
Labour de la couverture hivernale 'érosion'	> 01					
Déclaration de superficie PAC on Web		> 15		Date limite de dépôt : 30/04		
Modification à la hausse de la déclaration de superficie Modification à la baisse : toute l'année					Date limite de modification : 31/05	
Natura 2000 Fauche/pâturage en UG2 et UG3						> 15
Natura 2000 Fauche/pâturage en UG4						
MAEC Prairie naturelle						
– Intervention						
– Fertilisation						> 16
– Fauche/pâturage						> 16
MAEC tournière enherbée : fauche						
Taille des haies						

■ Interdit | ■ Autorisé | ■ Autorisé mais avec certaines restrictions